

Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ?

Commentaires critiques sur deux ouvrages récents

Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Ed. Golias, 2005

Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005

Jean-Marie Harribey

***Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149**

Les publications en faveur de la décroissance sont en forte croissance. Elles participent au débat nécessaire sur la critique du productivisme inhérent au capitalisme. Le dernier livre de Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, est du nombre. Et, comme il discute, entre autres, les thèses alternatives aux siennes et à celles du courant de la décroissance sur les questions de la croissance et du développement, j'esquisse ci-dessous quelques remarques critiques à mon tour. Le livre Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, dans une autre tonalité, est un autre exemple s'efforçant de participer au débat sur le développement mais susceptible d'être lui aussi discuté.

On sera d'accord avec Paul Ariès sur bon nombre de constats, maintenant bien établis, concernant les immenses dégâts causés par un modèle de développement qui non seulement laisse sur le bord de la route la majorité de l'humanité après avoir détruit économies et cultures traditionnelles, mais dévaste la planète au point de menacer la perpétuation de la vie. On sera d'accord aussi avec le fait que cette crise systémique dépasse le cadre de l'économie puisqu'elle met en cause le fondement même des sociétés humaines par l'asservissement « total », et donc à tendance totalitaire, des individus à la marchandise fétichisée, unifiant en quelque sorte l'aliénation du travail, celle à la consommation et la dépolitisation proportionnelle à la mise des cerceaux « en disponibilité » pour les messages de Coca Cola : ainsi est synthétisée la critique de Marx de la séparation du producteur du produit de son travail et celle de Debord sur la séparation de l'être humain de sa vie (p. 102). Tous ces points constituent le fonds commun à tous ceux qui, au sein des mouvements sociaux, s'interrogent aujourd'hui sur la possibilité d'un monde plus juste, plus solidaire et plus économe.

On saura gré également à Ariès de s'écarter clairement des tentations réactionnaires, voire fascisantes, de certains courants d'extrême droite se réclamant d'une certaine écologie pour mieux justifier le retour au passé, le refus de la démocratie et le respect d'un prétendu « ordre naturel ». On le rejoindra aussi dans sa volonté de réhabiliter le politique en tant qu'émanation d'un choix collectif (p. 151-155) contre les illusions fréquentes dans la mouvance écologiste de repli sur soi et d'alternatives confinées à la sphère individuelle et contre la croyance en des lois naturelles (p. 143, 161).

Pour autant, cela suffit-il à faire du livre d'Ariès un point d'appui théorique et politique crédible pour adhérer à la proposition de « décroissance » ? Le fait de se revendiquer d'un héritage de « Socialisme ou barbarie » et de Castoriadis assure-t-il l'ensemble ? Globalement, non, pour des raisons déjà plusieurs fois évoquées dans les multiples débats menés ces dernières années, dans un cadre collectif, notamment dans Attac¹, ou à titre personnel².

Il y a d'abord un premier point théorique qui empêche d'approuver la démarche intellectuelle de certains penseurs de la décroissance. Une confusion permanente est

¹ . Attac, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe* (sous la dir. de J.M. Harribey), Paris, Mille et une nuits, 2004.

² . J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.

entretenu entre « économie » et « capitalisme » ou entre « économie » et « productivisme ». Reprenant une thèse abondamment développée par Serge Latouche³ ou Gilbert Rist⁴, Ariès fait de l'économie une invention de la modernité, entérinant ainsi l'assimilation de l'économie en tant que catégorie anthropologique et de l'économie capitaliste en tant que catégorie historique, et considérant qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie (p. 15-18, 123). Ces auteurs ont évidemment le droit de soutenir une telle thèse mais on ne peut la tenir pour indiscutable, allant de soi, comme une vérité révélée, alors que par ailleurs ils ne cessent de fustiger la « croyance » en l'économie comparable à une nouvelle religion. De ce premier point, d'ordre épistémologique, découle une quantité impressionnante de raccourcis, de mon point de vue, insoutenables intellectuellement. Par exemple, le livre d'Ariès fourmille de mentions sur « les » économistes (entre autres, p. 75, 82, 83, 105, 133, etc.) tous mis dans le même sac. On ne prendrait ombrage de cette accusation si elle ne dégénérât pas en une posture philosophique carrément idéaliste puisque ce sont les économistes qui ont « bousillé la planète » (p. 83) ou bien que l'« effondrement environnemental *n'est que* la conséquence de l'effondrement symbolique et institutionnel de la société » (p. 35, souligné par moi). Si l'on comprend bien, tout se jouant au niveau des représentations, et rien que là, les logiques matérielles et notamment les rapports de force inhérents aux rapports sociaux capitalistes disparaissent. On est loin de la dialectique marxienne exprimée par Maurice Godelier entre « l'idéal et le matériel » dont pourtant Ariès se réclame (p. 119-120). Dès lors, l'identité entre économie et capitalisme est récurrente (p. 61, 121, 122, 125, 126).

La posture consistant à nier la distinction entre catégorie anthropologique et catégorie historique est à ce point intenable qu'Ariès est obligé de l'abandonner pour dire : « dans une société traditionnelle, la technique (tout comme l'économie) reste fondamentalement encadrée dans le social » (p. 96).

En faisant un pas en arrière par rapport à la typologie de Marx distinguant procès de travail en général et procès de travail capitaliste, il n'est pas étonnant qu'Ariès perpétue un non sens, malheureusement fréquent chez bon nombre de théoriciens voulant réfléchir à la notion de richesse (Méda, Viveret, Ayres, Cochet, etc.), très bien représenté par cette phrase : « Les objecteurs de croissance devraient considérer que puisqu'un bien gratuit ou semi-gratuit est un bien dont la valeur d'usage *excède* la valeur d'échange, il constitue en lui-même une arme de destruction massive du système croissant puisqu'il sape ses fondations. » (p. 116-117, souligné par moi). La valeur d'usage ne peut excéder la valeur d'échange puisqu'elles sont incommensurables. Tout le génie d'Aristote, de Smith, de Ricardo et de Marx est là. La critique radicale de la marchandise et la légitimité d'un espace non marchand, voire non monétaire, sont au cœur de l'économie politique et c'est l'impensé de toutes les critiques vulgaires de l'économisme car elles ratent leur cible. Cette incompréhension est encore révélée par le fait qu'Ariès définit la valeur d'usage comme exclusivement matérielle, sans voir que l'usage symbolique en est partie constituante (p. 100). Le fait que la voiture soit un moyen de locomotion et surtout un objet libidinal (p. 100) est au cœur de la valeur d'usage entendue comme matérielle et symbolique, ce qui ne revient pas à donner quitus au fait que le capitalisme ait fait en sorte que le second aspect soit démultiplié, mais qui permet de prendre des distances avec une certaine tendance à la négation de l'homme en tant qu'être de désir, et qu'il vaut mieux prendre acte de ce fait pour pouvoir le réguler plutôt que de le nier, comme si les objets pouvaient retrouver une fonction première : « Une société de décroissance ne peut exister que si nous parvenons à libérer les objets de cette surdétermination socio-libidinale qui les fait fonctionner *pour autre chose que ce qu'ils devraient être*. » (p. 100-101, souligné par moi).

³ . S. Latouche, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

⁴ . G. Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1996, 2^e éd. 2001.

Concernant la question des politiques à mettre en œuvre, l'ouvrage d'Ariès a le mérite d'affirmer contre l'avis de beaucoup de décroissancistes que la réduction du temps de travail est une voie importante à la fois dans le but d'éliminer le chômage et dans celui de transformer la conception que nous nous faisons du bien-être. Mais cette affirmation est aussitôt obscurcie par l'idée qu'il convient d'instaurer un revenu universel (p. 106, 115, 118, 150) dont on se demande d'où il sortirait puisqu'il serait versé « préalablement » à tout travail (p. 106). Une fois de plus, le mythe de la génération spontanée est la version « de gauche » de la fécondité du capital : la richesse monétaire naît en dehors du travail humain ; on sait combien cette fable fait des ravages pour imposer les fonds de pension. On approuve Ariès dans son éloge de la gratuité (p. 106, 115-118) mais il ne se rend pas compte que, hormis les richesses naturelles comme la lumière solaire, il n'y a de gratuité possible pour les choses produites par l'homme que lorsque la productivité du travail est infinie, ce qui n'est possible qu'asymptotiquement lorsque les coûts deviennent infimes (logiciels), la seule « gratuité » possible étant alors une gratuité construite, c'est-à-dire plus exactement une socialisation du coût non nul. Dès lors, la critique fréquente mais vulgaire de la productivité est incompatible avec un éloge de la gratuite. Et on s'étonne de la vivacité d'Ariès pour affirmer que la décroissance n'est pas le retour en arrière mais après avoir loué les communautés indiennes qui réservaient l'usage de la roue aux jouets (p. 17).

L'une des pommes de discorde les plus importantes entre les décroissancistes et les partisans d'une redéfinition du développement, comme schématiquement indiqué dans le livre d'Attac, porte sur la question « décroissance pour qui ? ». En partie parce que nous avons poussé dans leurs retranchements les théoriciens de la décroissance (voir le revirement récent de Latouche au sujet de notre proposition qu'il vilipendait quelques mois plus tôt⁵), plus aucun décroissanciste n'ose revendiquer aujourd'hui la décroissance dans le Sud de la planète. Et pourtant, que de contorsions encore ! D'abord, Ariès nous répète que la « décroissance n'est pas une croissance négative » (p. 13, 163), puis il indique que la production diminue de 50% en 69 ans avec un taux de décroissance de 1% par an, et de 87% en 100 ans avec un taux de décroissance de 2% par an (p. 90). C'est une argumentation en trompe-l'œil qui n'assume pas sa propre logique de raisonnement : s'il faut diminuer certaines productions, ou toutes selon certains décroissancistes, il faut le dire et ne pas faire semblant d'utiliser le « mot-obus » (p. 75) de la décroissance pour se défausser avant qu'il n'éclate.

Contorsion encore quand Ariès laisse entendre que « la décroissance concerne aussi le Sud » (p. 22) reprenant en cela les propos de Latouche (« Et la décroissance sauvera le Sud) pour démentir plus loin : « La décroissance n'est pas la décroissance de tout pour tous. Elle concerne d'abord les trop-croissants : les riches et les pays riches. » (p. 88). Ariès s'en prend à moi pour dénoncer que « dire que la décroissance des riches n'aurait presque aucune incidence sur la croissance mondiale à venir est à la fois erroné et dangereux » (p. 85). Il fait référence implicitement à un calcul que j'ai proposé dans une chronique de *Politis* où je disais :

« Or, la population mondiale augmentera encore de moitié dans les 50 ans à venir et cette hausse se produira moins dans les pays riches (+10%) que dans les pays pauvres (+60%) dont la part passera de 83% à 88%. Comme ce sont ces derniers qui ont le plus besoin d'accroître leurs moyens de subsistance, la décroissance au cours du prochain demi-siècle de la production mondiale est illusoire ou assassine. »

Même en supposant une diminution du PIB par tête de 1% par an dans les pays riches (-39,5% en 50 ans), ce qui donnerait une baisse de 33,5% de leur PIB total, et en supposant une croissance minimale du PIB par tête de 1% par an (+64,5% en 50 ans) dans les pays

⁵ . S. Latouche, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003 ; « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud... », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004 ; « Ecofascisme ou écodémocratie », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005.

pauvres qui verraient leur PIB total augmenter de 163% sur la période, au total, le PIB mondial augmenterait de 45%. Si l'intensité de la production en ressources naturelles et en énergie restait stable, les besoins de celles-ci croîtraient proportionnellement au PIB. La décroissance des riches ne solutionne à elle seule donc rien ou presque rien.

Comment s'en sortir ? Diminuer drastiquement toute la production des riches ? Il faudrait, pour simplement stabiliser les prélèvements sur les ressources tout en assurant la croissance de 1% du PIB par tête dans les pays pauvres pendant 50 ans, que la baisse soit de l'ordre des deux tiers. Impraticable. Diminuer la population des pays pauvres ? Leur proposer une cure de non croissance ? Dans les deux cas, une saignée mortelle en guise de remède. Miser sur le progrès technique pour améliorer l'efficacité des procédés de production ? Pari prométhéen, de toute façon impossible en forte décroissance à cause des investissements nécessaires.

Bref, il n'y aura pas de miracle. Le plus raisonnable est de... faire feu de tout bois : réduire fortement les productions nuisibles, économiser l'énergie (c'est possible de diviser au moins par deux), en diversifier les sources, devenir plus sobre, travailler moins quand les besoins de base sont satisfaits, diffuser les techniques propres et économes dans les pays pauvres (d'où l'enjeu de la circulation des connaissances libres de tout brevet). La ligne de crête sera difficile. Tous les chemins pour y parvenir devront être explorés. (...) Pour sortir du capitalisme productiviste par le haut.»⁶

Au total, le livre d'Ariès est à lire pour prendre la mesure des impasses du slogan de la décroissance et celle des apories des tentatives de justification théorique. Certes, le débat reste ouvert, à condition d'éviter les coups bas : ainsi, je suis qualifié par Ariès à deux reprises (p. 84 et 118) d'« économiste en chef d'Attac ». D'abord ce n'est pas très aimable pour mes camarades du conseil scientifique d'Attac au milieu desquels je suis loin d'être le plus compétent. Ensuite, à ma connaissance, il n'y a que la Banque mondiale, l'OCDE et quelques autres grandes institutions qui possèdent en titre un « économiste en chef », et plaquer sur Attac les méthodes et l'organisation de la Banque mondiale & consorts est du plus mauvais goût.

Le livre de Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, s'inscrit dans une problématique voisine de celui d'Ariès en remettant en cause le combat traditionnel anti-capitaliste portant « sur les rapports de production, pas sur la production elle-même » (p. 13). L'auteur dresse un panorama de la crise écologique qui n'apportera pas d'élément nouveau à ceux qui sont déjà bien informés du changement climatique, des pollutions, de la raréfaction des ressources, etc., mais qui constituera une bonne introduction aux multiples dégâts pour ceux qui les découvrent. Crise écologique dont l'auteur situe l'origine dans une « transgression » (2^e partie, chapitre 2, p. 155) initiée par l'« utopie progressiste » et « consacrée par l'universalisme » (p. 156). Cette transgression signifie que « la société a levé ses inhibitions jusqu'à s'accorder la permission de s'embarquer vers le vertige de l'excès » (p. 159). « L'humanité n'a pas perdu la raison. Cette quête du hors-limite ne peut s'expliquer, au fond, que parce qu'elle convient aux hommes, à tous les hommes, son déchaînement ne peut se comprendre que parce qu'il bénéficie du consentement plus ou moins appuyé de chacun. La possession ne sert-elle pas d'antidote à la finitude ? La tension vers le dépassement n'a-t-elle pas pour fonction de jouer un rôle indispensable vis-à-vis de l'angoisse existentielle ? Le mouvement d'une transgression permanente n'offre-t-il pas un ersatz de réponse à une attente fébrile, une sorte de placebo qui vient alimenter les

⁶ . « La dynamique du thermos », *Politis*, n° 835, 20 janvier 2005, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/thermo.pdf>.

nappes souterraines d'une pulsion bouillonnante ? » (p. 160). On reconnaîtra dans cette idée une hypothèse freudienne tout à fait intéressante sans que, d'ailleurs, l'auteur y fasse référence.

D'où vient alors le malaise qui s'installe au fur et à mesure des pages ? De l'hypertrophie de cette hypothèse et du caractère univoque et mécanique qui lui est attribué. Car pour Besset, l'anticapitalisme radical a des limites de même que « l'antilibéralisme de combat qui s'exprime avec force dans les rangs de l'altermondialisme » (p. 172). « Le capitalisme (...) n'aurait jamais pu imposer aussi triomphalement sa logique de profit et d'injustice s'il n'avait agi en terrain conquis et répondu à la demande profonde d'un imaginaire universel dopé par une fringale illimitée. » (p. 173). La thèse de Besset est que tout est inscrit au cœur de l'homme et que le système ne fait que surfer sur ce qu'il faut bien appeler une nature humaine éternelle et universelle. Le malaise devient alors un calvaire car, en toute logique, le lecteur est en droit de conclure qu'il n'y a rien à faire. Si les structures sociales, les rapports sociaux, l'organisation de la société, ses choix politiques, ne peuvent rien contre cette invariant universel, à quoi bon s'évertuer à les transformer. Autrement dit, au mécanisme linéaire du progrès technique menant au progrès social ou à celui d'un certain messianisme marxiste qui fut courant au XX^e siècle, Besset substitue une trajectoire qui ne peut être déviée puisqu'elle est inscrite dans cette fatalité de la mort individuelle et dans les artifices inventés pour en calmer la douleur. Il n'y a donc plus d'histoire possible. Ou, plutôt, si tout est dans l'individu, on ne peut que renvoyer la transformation sociale à la sphère individuelle, et la délégitimation du politique n'est pas loin. On connaît les ravages que produit cette idée à l'époque du capitalisme néo-libéral. On sait aussi qu'elle assez largement partagée dans les rangs des partisans de la décroissance.

Car Besset ne nous laisse pas sur cette impression démobilisatrice et nous livre pour terminer quelques « issues de secours » (p. 313). Son idée est que « un débat pertinent pourrait alors se recentrer sur deux questions : comment déconnecter le développement de la mécanique de la croissance (en distinguant ce qui peut continuer à croître et ce qui doit commencer à décroître) et jusqu'où revisiter le contenu social du développement dans le sens de l'épanouissement personnel que l'Indien Amartya Sen, prix Nobel d'économie, envisage comme celui du « développement humain » ? C'est tout l'enjeu alternatif de la décroissance. » (p. 203). Le problème est qu'aucun théoricien actuel (au contraire de Nicholas Georgescu-Roegen d'ailleurs) de la décroissance n'entend renoncer à l'équation « développement = croissance », car, sans elle, tout l'échafaudage décroissanciste s'effondre, et aucun n'a jusqu'ici accepté de différencier clairement les types de production à faire croître et celles à faire décroître, pas plus que les populations qui seraient concernées par les unes et les autres.⁷

Puisque d'après lui le capitalisme et le libéralisme ne sont pas responsables en dernier ressort, on ne s'étonnera pas que Besset regrette que « les Hollandais, comme les Français, refusent d'aller plus avant dans la construction européenne » (p. 288). Que reste-t-il alors des velléités de trouver des « issues de secours », d'instaurer une « économie économe »⁸ (p. 319-320) si l'Europe est bonne en soi, quelle que soit son orientation ? Le refus du projet de traité constitutionnel européen n'était-il pas le fruit d'une expression authentiquement démocratique ? C'est assez paradoxal de la part de Besset de se livrer à une attaque en règle

⁷ . C'est notamment l'un des points clés que le livre d'Attac *Le développement a-t-il un avenir ? op. cit.*, exprimait et qui a valu à ses auteurs quolibets et condamnations sévères de la part du courant de la décroissance et de ses relais dans la presse (voir H. Kempf, *Le Monde des livres*, 8 octobre 2004).

⁸ . « L'économie économe » : c'est assez fréquent dans son livre que Besset fasse des emprunts sans citer ses sources. Ou bien qu'il attribue à certains une paternité qui ne leur revient pas : ainsi, l'idée d'une « dépression nerveuse collective » est attribuée à Patrick Viveret (p. 258) alors qu'elle est de Keynes [« Perspectives économiques pour nos petits-enfants », 1930], ce que Viveret a toujours reconnu.

contre cette volonté populaire (p. 287-294) alors qu'il termine par un plaidoyer en faveur d'un renouveau de la démocratie et notamment de la démocratie participative (p. 331).

Qu'il n'y ait pas de malentendus : la remise en cause du productivisme devient d'une urgence extrême et la construction d'alternatives est à l'ordre du jour. C'est le point commun à tous ceux pour qui le non respect de la dignité humaine et le saccage de la planète sont devenus insoutenables. Mais elles méritent mieux que des théories fragiles car le plus souvent fondées sur une épistémologie idéaliste, naturalisant les conditions sociales et entretenant avec la philosophie des Lumières un rapport allant de l'embarras au rejet le plus complet. Que l'idée de progrès soit à revisiter, c'est le moins qu'on doive faire. Qu'il faille l'abandonner n'est pas aussi certain. Si l'on succombait à cette tentation post-moderniste, le « vivre ensemble » ou le « partager le monde avec autrui » d'Hannah Arendt deviendraient impossibles en même temps que l'on renoncerait à l'idée qu'une part d'universel peut éclore en chaque culture.